

# ROSA Newsletter

## Zoom

## Des actions multisectorielles pour améliorer la nutrition : Vers une approche intégrée de l'action de l'UE

L'Union européenne et ses États Membres ont récemment adopté plusieurs cadres stratégiques traduisant leur implication accrue dans la lutte contre la malnutrition. Les communications de l'UE au sujet de la sécurité alimentaire, de l'assistance alimentaire humanitaire et de la santé<sup>1</sup> représentent les premiers pas vers un cadre commun pour l'UE et ses États membres dans la lutte contre la malnutrition. Certains pays ont également mis en place leurs propres programmes et stratégies<sup>2</sup>. Pour soutenir les efforts en cours, un document de référence de l'UE sur la nutrition<sup>3</sup> a été publié en septembre 2011. Ce guide pratique met en avant des mesures concrètes pour traduire l'engagement politique existant en action. Il encourage une approche intégrée et multisectorielle en proposant des lignes directrices pour l'intégration d'objectifs nutritionnels dans les secteurs pertinents et les modalités de financement utilisées par l'UE.

S'appuyant sur ce document de référence, ce numéro spécial de la Newsletter de ROSA aborde la façon dont il est possible de contribuer à la lutte contre la malnutrition en adaptant la conception des programmes mis en place dans tous les secteurs et domaines thématiques pertinents (depuis la santé jusqu'à la protection sociale en passant par l'agriculture, l'eau et les systèmes sanitaires), et en choisissant les indicateurs appropriés pour suivre les avancées réalisées. La seconde partie de l'article s'intéresse à l'agriculture. Elle identifie de possibles actions prioritaires et les indicateurs clés en matière de résultats. Plusieurs études de cas sont présentées afin d'illustrer la faisabilité d'une telle approche.

### Renforcer le lien entre la nutrition et les secteurs concernés

La malnutrition maternelle et infantile résulte d'interactions entre des facteurs présents à différents niveaux<sup>4</sup>, parmi lesquels les politiques inadaptées, la pauvreté monétaire, les régimes alimentaires de mauvaise qualité, la discrimination liée au genre et le manque d'accès aux services de base. Étant donné cette complexe interaction de causes, une approche multisectorielle est nécessaire pour lutter efficacement contre la malnutrition en agissant dans les secteurs pertinents. Cette approche pourrait contribuer à : i) améliorer la pertinence, l'efficacité et l'efficacé des actions ; ii) augmenter la durabilité, l'équité et l'impact des efforts de réduction de la pauvreté ; iii) réduire l'aide d'urgence et les coûts sociaux, économiques et financiers des crises grâce à l'action préventive ; et iv) promouvoir une plus forte implication des citoyens grâce au renforcement des capacités pour une meilleure intégration de la nutrition. Cela nécessite d'intégrer la dimension nutritionnelle dans la phase de programmation et dans tous les domaines et secteurs thématiques concernés.



<sup>1</sup> COM (2010) 126 final, [L'assistance alimentaire humanitaire](#)  
COM (2010) 127 final, [Un cadre stratégique de l'UE pour aider les pays en développement à relever les défis liés à la sécurité alimentaire](#)  
COM (2010) 128 final, [Le rôle de l'UE dans la santé mondiale](#)

<sup>2</sup> Ainsi, la stratégie du DFID (*The neglected crisis of undernutrition*) et la stratégie française (Nutrition dans les pays en développement. Document d'orientation stratégique).

<sup>3</sup> Commission européenne, *Addressing undernutrition in external assistance. An integrated approach through sectors and aid modalities*, Tools and methods series, Reference document No. 13, septembre 2011.

<sup>4</sup> Les causes immédiates qui touchent l'individu sont de deux ordres : l'inadéquation de la ration alimentaire et la maladie. Les causes sous-jacentes opèrent au niveau des ménages et de la communauté. Elles entrent dans trois catégories : sécurité alimentaire du ménage, soins apportés aux enfants/femmes et services/environnement sanitaires. Les causes fondamentales ont trait à un certain nombre de facteurs au niveau national et/ou international qui vont de l'environnement social et économique aux contextes politiques.

## Suivre les avancées grâce à des indicateurs spécifiques en matière de nutrition

Les objectifs spécifiques en matière de nutrition doivent être intégrés lors de la conception des programmes d'assistance extérieure de l'UE. Quel que soit le secteur thématique concerné, il est important de mesurer leur contribution à la lutte contre la malnutrition.

Il existe un grand nombre d'indicateurs possibles. L'Encadré 1 recense les plus importants en matière d'impact nutritionnel qui peuvent être utiles pour toute une série d'approches sectorielles. Il est en outre nécessaire de mesurer la performance de ces actions (moyens alloués, réalisations directes et résultats) grâce à des indicateurs spécifiques<sup>5</sup>.

### Encadré No. 1 : Indicateurs d'impact potentiellement appropriés à tous les aspects de l'assistance extérieure

- Prévalence du retard de croissance chez les enfants âgés de moins de 5 ans
- Prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants âgés de moins de 5 ans
- Prévalence de l'émaciation chez les enfants âgés de moins de 5 ans
- Prévalence d'une malnutrition aiguë sévère (avec œdème) chez les enfants âgés de moins de 5 ans
- Prévalence d'un faible périmètre brachial (PB ou MUAC en anglais) (6-59 mois)
- Taux de faible poids à la naissance
- Prévalence d'un faible IMC (Indice de masse corporelle) chez les femmes en âge de procréation
- Prévalence de la surcharge pondérale chez les femmes en âge de procréation
- Prévalence des troubles dus à une carence en iode (TCI)
- Prévalence de la carence en vitamine A chez les enfants de 2 à 5 ans
- Prévalence de la carence en vitamine A chez les femmes enceintes ou allaitantes
- Prévalence de l'anémie chez les enfants âgés de 6 à 59 mois
- Prévalence de l'anémie chez les femmes enceintes
- Ratio de mortalité maternelle (pour 100 000 naissances vivantes)
- Taux de mortalité infantile
- Taux de mortalité des moins de 5 ans

<sup>5</sup> L'Annexe 3 du document de référence fournit des indicateurs possibles concernant les moyens (inputs), les réalisations directes (outputs) et les résultats (outcomes). Ils sont présentés par secteur thématique. Les indicateurs de moyens mesurent les ressources financières, administratives et réglementaires fournies. La seconde catégorie d'indicateurs mesure les conséquences immédiates et concrètes des mesures prises et des ressources utilisées (outputs). Enfin, les indicateurs de résultats mesurent ces derniers sous l'angle des avantages pour le groupe cible.

## S'appuyer sur l'agriculture pour améliorer la nutrition

### Maximiser les progrès en matière de nutrition par des interventions agricoles

L'agriculture joue un rôle important dans la sécurité alimentaire en raison de sa contribution à la production de denrées alimentaires et aux revenus monétaires. Le secteur agricole possède également un énorme potentiel pour contribuer à la réalisation des objectifs plus larges que sont la réduction de la pauvreté et celle de la malnutrition. En mettant davantage l'accent sur les résultats nutritionnels, l'agriculture pourra lever une contrainte essentielle et récurrente : la faible capacité de travail et la faible productivité qui sont en partie dues au mauvais état nutritionnel de la main-d'œuvre agricole.

L'agriculture peut contribuer à améliorer la nutrition à plusieurs niveaux :

- par un régime amélioré (quantité et qualité) grâce à une plus grande consommation par les ménages de leur propre production alimentaire et à la diversification de leur production ;
- par la réduction de la pauvreté monétaire grâce à la vente par l'agriculteur de ses propres produits ou de sa force de travail, avec répercussions potentielles sur la qualité du régime alimentaire et l'accès aux services et soins de santé ;
- par le renforcement du rôle des femmes en tant que soutien économique du ménage et principal fournisseur de soins aux enfants, ainsi dans la prise de décisions ;
- par la baisse des prix alimentaires pour les consommateurs grâce à l'augmentation de la production et de la disponibilité alimentaires ;
- par l'augmentation du revenu national qui peut servir à améliorer les services publics.

En dépit de tout cela, l'impact des politiques et des programmes agricoles sur la nutrition n'est pas toujours clair. Tout d'abord, ces programmes ne sont pas obligatoirement conçus et évalués en intégrant la dimension nutritionnelle. Ensuite, les résultats des programmes orientés autour de la nutrition sont parfois mitigés. Il ressort que les interventions encourageant la production de fruits et de légumes (en particulier grâce aux jardins potagers) et d'aliments d'origine animale sont très efficaces dans la lutte contre les carences en micronutriments, notamment parce qu'elles sont davantage susceptibles d'inclure des objectifs nutritionnels. Elles se traduisent par une augmentation de la production, des revenus, de la sécurité alimentaire des ménages et de l'apport alimentaire et par une diminution des carences en micronutriments, surtout lorsqu'elles s'accompagnent d'autres composantes : éducation, changement des comportements et *empowerment* des femmes. Les avantages potentiels des programmes qui mettent l'accent sur la production d'aliments riches en apport énergétique sont eux aussi susceptibles de réduire la malnutrition (maternelle notamment), bien que l'on n'ait pas encore des preuves quant à leur efficacité.

### ***Intégrer des indicateurs de nutrition lors de la conception des programmes***

L'Encadré 2 présente des indicateurs spécifiques en matière de nutrition. Ils ont pour objectif de compléter les indicateurs de sécurité alimentaire au niveau des ménages et les indicateurs agricoles en matière de nutrition, tels que les indicateurs de pouvoir d'achat (selon le contexte), la proportion des besoins alimentaires satisfaits par la production ou la proportion des dépenses liées à l'alimentation.

#### **Encadré No. 2 : Indicateurs clés des avantages nutritionnels tirés de la sécurité alimentaire et de l'agriculture**

- Diversité alimentaire minimale (6-23 mois)
- Score de diversité alimentaire individuelle (femmes en âge de procréation)
- Consommation d'aliments riches ou enrichis en fer (6-23 mois)
- Régime minimum acceptable (6-23 mois)
- Iodisation du sel

### ***Identifier des points d'entrée pour l'intervention***

Les points d'entrée possibles pour mettre en place des actions en intégrant des objectifs nutritionnels sont identifiés à plusieurs niveaux : i) politiques et programmes, ii) gestion des ressources naturelles et iii) investissements et services appropriés.

#### ***Politiques et programmes :***

- Inclusion d'objectifs et d'indicateurs de nutrition dans les politiques, les programmes et les projets (cf. Encadré 3 : Orienter les projets de sécurité alimentaire sous l'angle de la nutrition) ;
- Conception des systèmes de suivi-évaluation et de *reporting* des indicateurs de nutrition et d'apport alimentaire/qualité du régime alimentaire, qui viennent s'ajouter aux informations sur la production et la disponibilité des aliments de base ;
- Collaboration accrue avec d'autres secteurs et élaboration conjointe de programmes (établir par exemple des liens entre l'extension agricole et les services de santé pour les systèmes de communication et d'information). C'est particulièrement important en cas de catastrophe ;
- *Empowerment* des femmes en renforçant leur rôle en tant qu'acteurs économiques et en créant un environnement favorables aux soins et au développement des enfants ;
- Priorisation des zones ou des groupes les plus affectés par la malnutrition ;
- Prévention des impacts négatifs potentiels sur la nutrition (par exemple : augmentation des maladies liées à l'alimentation ou à l'eau ou de la charge de travail des femmes au détriment des soins apportés aux enfants).

#### **Encadré No. 3 : Orienter les projets de sécurité alimentaire sous l'angle de la nutrition au Mali**

En 2010, la délégation de l'UE au Mali a initié un exercice d'« évaluation, de capitalisation et de formulation » afin d'améliorer la qualité de ses projets de sécurité alimentaire et nutritionnelle en cours et à venir.

La délégation a proposé un processus en cinq étapes :

1. *Réviser la littérature sur la sécurité alimentaire et la nutrition.* Procéder à une révision complète des documents sur le lien entre agriculture/sécurité alimentaire et nutrition sur le plan international et au Mali.
2. *Entreprendre une analyse de la situation qui inclut une analyse causale.*
3. *Réexaminer l'impact probable des mesures existantes.* Déterminer les impacts possibles sur la nutrition, soulever les questions sur les conditions préalables, évaluer la pertinence de la mesure proposée et renforcer la capacité du partenaire à faire le lien entre action de sécurité alimentaire et impact nutritionnel.
4. *Rédiger un guide des bonnes et mauvaises pratiques en s'appuyant sur l'expérience acquise.* Soutenir les ONG dans l'analyse critique de leur méthode de mise en œuvre et les encourager à documenter systématiquement les bonnes et les mauvaises pratiques pour toute activité requérant une méthodologie commune.
5. *Développer un système de suivi et d'évaluation qui soit obligatoire pour tous les projets et qui inclut une batterie d'indicateurs obligatoires et optionnels.* Soutenir l'établissement d'un système conjoint de suivi et d'évaluation pour les projets à venir afin de comparer leurs résultats en matière d'alimentation et de nutrition et de déterminer les mesures les plus efficaces.

Ce processus a mis en lumière la nécessité d'un changement de paradigme dans la mise en œuvre des projets liés à la sécurité alimentaire et à l'agriculture. Les partenaires doivent réorienter les objectifs des projets pour mettre davantage l'accent sur la qualité du régime alimentaire de la mère et des enfants.

#### ***Gestion favorable des ressources naturelles :***

- Garantir les droits de propriété, d'accès et de gestion en ce qui concerne la terre et d'autres ressources productives (l'eau, par exemple) aux groupes pauvres ou marginalisés (populations touchées par une catastrophe, éleveurs de bétail dépendants du contexte, par exemple) ;
- Adaptation aux effets du changement climatique (par exemple à la baisse prévue des disponibilités en eau douce en Afrique subsaharienne) ;
- Atténuation des risques et gestion des chocs climatiques et des catastrophes naturelles (sécheresses, inondations, nuisibles, par exemple).

### **Investissement et services appropriés :**

- Garantir aux petits exploitants (y compris les plus pauvres) un accès équitable aux services financiers ;
- Investir dans la production et la consommation de fruits et de légumes parallèlement aux cultures de base ;
- Améliorer l'accès des ménages aux produits d'origine animale et en augmenter la consommation grâce à un soutien stratégique des secteurs de l'élevage et de la pêche (cf. étude de cas du Kenya) ;

#### **Encadré No. 4 : Un programme intégré pour améliorer l'alimentation, la sécurité alimentaire et les conditions de vie au Kenya**

Dans la Province nord-orientale du Kenya, l'augmentation des catastrophes climatiques, auxquelles s'ajoutent les conflits et les déplacements de populations, a un impact sur le niveau de vie local. Les éleveurs qui ont perdu leur bétail se rabattent sur le travail journalier ou le petit commerce. Ces changements de grande ampleur se traduisent par une perte d'accès aux produits d'origine animale et par une baisse du pouvoir d'achat, ce qui a un impact important sur le régime alimentaire des familles. C'est dans ce contexte que deux ONG ayant une longue expérience dans la région (Vétérinaires Sans Frontières, pour le pastoralisme et les marchés, et Save the Children pour la nutrition et les systèmes de vouchers), ont mis en place un projet commun.

Une série d'évaluations initiales a conduit à l'élaboration d'un projet intégré regroupant nutrition, santé, sécurité alimentaire et développement rural. L'objectif était de diversifier le régime alimentaire des enfants grâce à un système de vouchers tout en soutenant l'économie locale. Les bons étaient échangeables contre du lait, des produits carnés et des haricots sur les marchés locaux.

Le programme est parvenu à :

- a) Accroître la consommation d'aliments riches en protéines par les ménages vulnérables et leurs enfants grâce aux vouchers, à une éducation nutritionnelle et à des formations à l'alimentation des enfants et aux soins ;
- b) Soutenir l'économie locale en augmentant le revenu des éleveurs et en soutenant directement leurs systèmes de production et de commercialisation (formation à la gestion du lait et à l'agriculture, soutien aux services de soins destinés aux animaux, augmentation de la production de fourrage, etc.) ;
- c) Améliorer la disponibilité et la qualité des produits d'origine animale sur les marchés locaux, ce qui a entre autres contribué à allonger leur durée de conservation et à améliorer l'hygiène de produits laitiers, entraînant une amélioration de la situation financière des commerçant(e)s.

- Augmenter la productivité des petites exploitations agricoles grâce à de meilleures pratiques (amélioration de la fertilité du sol, contrôle de l'érosion, conservation de l'eau, par exemple) ;
- Soutenir les méthodes de stockage et de traitement pour réduire les pertes post-récolte et augmenter les marges bénéficiaires ;
- Enrichir les aliments de base y compris par la biofortification (cf. étude de cas du Nigeria).

#### **Encadré No. 5 : partenariat public-privé pour des programmes d'enrichissement au Nigeria**

Avant 1993, les troubles dus à une carence en iode (TCI) étaient reconnus comme un problème de santé publique au Nigeria. Suite à une série de sommets internationaux, de réunions et de résolutions, le Nigeria a démarré son programme « *Universal salt iodisation* » (USI) (iodisation universelle du sel) sur la lancée de trois importants facteurs de succès : l'engagement politique du gouvernement, celui de l'industrie du sel et un partenariat multisectoriel efficace. En 1993, la loi intitulée *Universal Salt Iodisation* (USI) était votée et son application devenait obligatoire.

En cinq ans, l'accès des ménages à du sel correctement iodé a fait un bond de 0 % en 1993 à 98 % en 1998. La réussite de son programme d'iodisation du sel a fait du Nigeria le premier pays d'Afrique à obtenir une reconnaissance en la matière en 2005 par le Réseau pour l'élimination durable de la carence en iode. Fort de ce succès, le Nigeria a désormais entrepris d'enrichir toute une gamme d'aliments de base en vitamine A.

#### **Défis clés pour renforcer le lien entre agriculture et nutrition**

L'agriculture peut et doit être une voie efficace pour améliorer la nutrition. Ce secteur doit donc intégrer des indicateurs de nutrition dans ses programmes et des critères de nutrition dans ses évaluations. Des actions de formation et de sensibilisation à la nutrition sont nécessaires pour que les agriculteurs et les décideurs comprennent ce lien et travaillent à le renforcer.

Tous vos commentaires, questions et suggestions sur le document de référence sont les bienvenus et peuvent être envoyés aux adresses suivantes :

DEVCO-NUTRITION-SUPPORT@ec.europa.eu  
et/ou Heloise.TROC@ec.europa.eu



# Points de vue sur l'actualité

## Pour un programme de travail consacré à l'agriculture lors des négociations sur le climat de Durban

La Conférence des Nations unies sur le changement climatique (COP17) se tiendra à Durban, en Afrique du Sud, du 28 novembre au 9 décembre 2011. Les négociations de la COP17 tenteront de faire avancer la mise en œuvre des Accords de Cancun, signés en décembre 2010 lors de la COP16. A Durban, il sera aussi question des sujets plus larges traités sous la Convention Climat et de l'avenir du Protocole de Kyoto.

Dans cet entretien, Dr Lindiwe Majele Sibanda<sup>6</sup> du *Food, Agriculture and Natural Resources Policy Analysis Network* (FANRPAN) nous présente la position et les activités du FANRPAN à l'occasion de la COP17.

### Qu'attendez-vous de la COP17 en matière d'agriculture et de sécurité alimentaire ?

La sécurité alimentaire figure en tête de liste des priorités internationales. Les prix des denrées de base augmentent, notamment ceux du maïs et du blé, et deviennent extrêmement volatiles. Il est fort probable que cette volatilité continue à augmenter à l'avenir, car les effets du changement climatique sont susceptibles d'accroître le caractère aléatoire et instable de la production alimentaire. Dans un tel contexte, nous avons besoin d'un accord global sur le changement climatique qui permette de protéger l'agriculture.

C'est pourquoi nous demandons l'adoption d'un programme de travail spécialement consacré à l'agriculture à Durban. Ce programme ne doit pas s'intéresser uniquement à la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans le secteur agricole, mais aider également les petits exploitants, notamment en Afrique, à s'adapter au changement climatique. Car l'agriculture africaine, essentiellement constituée de petites exploitations, est particulièrement vulnérable au changement climatique. Ce programme doit donc mettre l'accent sur une agriculture « climato-compatible », c'est-à-dire qui réduise ses émissions, mais qui augmente également sa productivité et ses capacités d'adaptation et améliore la résilience des écosystèmes et les conditions de vie des agriculteurs. Dans l'état actuel des choses, il est difficile qu'un tel changement ait lieu.

### De quelle manière l'agriculture et la sécurité alimentaire sont-elles abordées à l'heure actuelle dans les négociations sur le changement climatique ?

Ces négociations ne parviennent pas à traiter de façon adéquate le lien entre changement climatique et agriculture. L'accent est en effet mis sur l'atténuation des émissions dans le secteur agricole au détriment de l'adaptation. L'agriculture a été incluse dans la partie « Approches sectorielles » du texte de négociation, de même, par exemple, que la réduction des émissions dans le secteur aérien. Cela pose deux problèmes. Tout d'abord, lorsqu'aucun accord n'est signé par les Parties sur d'autres approches sectorielles, l'agriculture est exclue du texte de la décision, comme d'autres secteurs. C'est ce qui s'est produit à Cancun. Ensuite, cette façon de procéder ne permet pas aux négociateurs de traiter l'agriculture comme un secteur particulier, surtout en ce qui concerne l'adaptation et la sécurité alimentaire.

C'est pourquoi, à Durban, nous allons demander que l'agriculture soit reconnue en tant que secteur particulier, ce qui doit se traduire par l'adoption d'un programme de travail dédié, dans lequel il soit à la fois question d'atténuation et d'adaptation au changement climatique.

### Dans quelle mesure la récente Conférence ministérielle de Johannesburg sur l'agriculture et le changement climatique<sup>7</sup> a-t-elle représenté une étape importante ?

Des ministres africains (essentiellement de l'Agriculture) se sont réunis à la mi-septembre à Johannesburg pour une conférence de haut niveau sur le changement climatique et l'agriculture. La principale avancée de cette réunion est une déclaration commune dans laquelle les ministres africains demandent la mise en place d'un programme de travail consacré à l'agriculture en tant que secteur particulier et reconnaissent la nécessité d'encourager l'agriculture « climato-compatible ». Et la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement (CMAE)<sup>8</sup>, qui s'est tenue au même moment, a confirmé cette position : les ministres africains parleront d'une seule voix à Durban.

Il n'y a pas que le Sud qui débâte d'une agriculture climato-compatible. Le Nord comme le Sud se mobilisent donc sur ces sujets. Une conférence intitulée « *Global Science Conference on Climate-Smart Agriculture* »<sup>9</sup> se tient actuellement aux Pays-Bas. Parmi les sujets en

<sup>6</sup> Dr Sibanda est directrice générale du FANRPAN depuis 2004. Elle coordonne actuellement dans 16 pays d'Afrique des programmes de recherche et de soutien destinés à instaurer la sécurité alimentaire sur ce continent. En 2009, le Dr Sibanda a pris la tête de la campagne mondiale « No-Agriculture, No-Deal », mobilisant des organisations africaines de la société civile pour œuvrer en faveur de l'intégration de l'agriculture dans les négociations de la CCNUCC. Elle s'implique également dans la *Farming First Global Campaign* depuis 2008, prônant une approche holistique pour un développement agricole durable.

<sup>7</sup> <http://www.nda.agric.za/index2011ClimateChange.htm>

<sup>8</sup> La Conférence ministérielle africaine sur l'environnement (CMAE) est un forum permanent qui permet aux ministres africains de l'Environnement de débattre de sujets ayant trait à l'environnement de leur continent. La dernière réunion s'est tenue à Bamako, au Mali, du 12 au 16 septembre 2011.

<sup>9</sup> 24-26 octobre 2011. Pour en savoir plus sur cette conférence et sur les sujets connexes : <http://www.gsca2011.org/>.

discussion figure la nécessité d'un programme de travail consacré à l'agriculture à Durban, les besoins et les sources de financement et l'importance de la technologie et des transferts de technologie qui doivent permettre de développer une agriculture adaptée aux changements climatiques partout dans le monde. Il y est à la fois question d'atténuation et d'adaptation et il est tenu compte des petits exploitants.

### **Que prépare le FANRPAN pour Durban ?**

Une grande partie de nos activités relèveront de la communication. Avant la COP17, nous voulons nous assurer que la société civile, c'est-à-dire les acteurs non étatiques (parmi lesquels les petits exploitants) soient dotés de connaissances suffisantes et comprennent la dynamique de l'adaptation au changement climatique et de l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre. Nous avons remarqué que la société civile a tendance à s'opposer aux États sur les sujets débattus lors des négociations sur le changement climatique, en particulier lorsqu'il est question d'agriculture. Nous estimons au contraire qu'il devrait y avoir un vrai dialogue politique entre les deux à ce propos. Le FANRPAN pense également que les médias ont un rôle crucial à jouer. Nous formons donc les journalistes aux négociations afin qu'ils puissent venir à la COP17 et informer la société

civile de la position des négociateurs africains. Cela pousse également ces derniers à faire part de leur point de vue à leurs électeurs (en particulier agriculteurs et grand public), et contribue à les responsabiliser.

À Durban, nous rendrons compte de la progression quotidienne des négociations et nous veillerons à ce que nos négociateurs soient présents. Nous leur fournirons également des informations et des conseils spécialisés. Nous serons en outre présents à la troisième Journée sur l'agriculture et le développement rural (*Agriculture and Rural Development Day*), qui aura lieu le 3 décembre 2011 en marge des négociations internationales.

Enfin, à l'issue de la COP17, le FANRPAN communiquera les résultats de la conférence. Cela permettra de responsabiliser les négociateurs vis-à-vis des débats qu'ils auront eus lors des négociations internationales.

Si nous signons un accord qui n'aide pas l'Afrique et tout particulièrement les agriculteurs africains à s'adapter au changement climatique, cela signifie que nous mettons des vies en danger et que nous condamnons certains pays qui n'auront ni assez de ressources ni assez de nourriture. Pour nous, aucun d'accord à Durban n'est possible sans programme de travail consacré à l'agriculture.

## **Agenda**

### **Événements passés**

- **37ème session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale** (Rome, 17-22 octobre) : Cette session a été un succès du point de vue de la question du genre car elle a abouti à des engagements ambitieux de la part des gouvernements. Les négociations sur les Directives volontaires sur la gouvernance responsable du foncier et des autres ressources naturelles n'ont pas pu être finalisées et devront reprendre à une date ultérieure. Les conclusions sur la question de la volatilité des prix ont également été limitées. >>>
- **Lancement du rapport "Echapper au cycle de la faim : Les chemins de la résilience au Sahel"** (Londres, 21 octobre) : Juste après la journée mondiale pour l'alimentation, cet événement visait à lancer ce nouveau rapport, commandité par le Groupe de travail du Sahel. Cette étude tente de déterminer comment l'aide pourrait être plus efficace pour réduire la vulnérabilité au Sahel. Lors de cette conférence, l'auteur du rapport, Peter Gubbels, a présenté un résumé des principales conclusions de son étude. Puis, chacun des discutants a abordé un point particulier du rapport. La vidéo de cet événement (questions et discussion) est disponible sur le site de l'ODI. >>>

- **Journée mondiale de l'alimentation** (16 octobre) : La volatilité des prix des denrées alimentaires était au cœur des préoccupations des discussions des chefs des trois agences des Nations Unies basées à Rome. La JMA a ouvert la 37ème session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale. >>>
- **Conférence sur l'agriculture climato-compatible en Afrique. Un appel à l'action** (Johannesburg, 13-14 septembre) : La Conférence ministérielle africaine sur l'agriculture dite "climato-compatible" visait à un partage des visions, à des discussions sur les défis et les nouvelles opportunités pour développer ce type d'agriculture en Afrique. Les débats ont porté sur : i) la nécessité de tirer des enseignements et de partir des stratégies définies par les pays, ii) les besoins en financements et en ressources, et iii) l'agriculture dans les négociations internationales sur le changement climatique. Cette conférence était organisée par l'Afrique du Sud (pays hôte de la conférence des Nations unies sur le climat à la fin Novembre), avec le soutien de l'Union africaine, de la FAO et de la Banque mondiale. La Conférence a abouti à la Déclaration de Johannesburg, qui souligne la nécessité de mettre l'agriculture climato-compatible en haut de l'agenda politique. >>>

## Evénements à venir

- **3-4 novembre** : Sommet du G20 – Cannes (France)
- **24-25 novembre** : Table ronde d'experts sur les agro-carburants sur l'invitation du Rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'alimentation – Bruxelles (Belgique)
- **28 novembre-9 décembre** : 17ème Conférence des Nations unies sur les changements climatiques (COP 17) - Durban (Afrique du Sud)
- **3 décembre** : Journée sur le développement agricole et rural à la COP17 – Durban (Afrique du Sud)
- **8-10 décembre** : Réunion du Réseau de prévention des crises alimentaires - Cap Vert
- **17-19 janvier 2012** : Colloque scientifique international sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle – Rome (Italie) [>>>](#)

Pour plus d'information : [Evénements à venir](#)

## Nouvelles de la Commission

- **Conférence de lancement de « L'agenda pour le changement : Accroître l'impact de la politique de développement de l'Union européenne et perspectives futures de l'appui budgétaire »** (Bruxelles, le 18 octobre) : Andris Piebalgs, Commissaire européen pour le développement, a participé à cette conférence pour parler du futur de la politique de développement et de l'aide budgétaire. Il a rappelé les défis à venir ainsi que les objectifs que l'Union européenne s'est fixés en matière d'APD. Il a également décrit les 3 domaines clés de la politique de développement de l'Union : la gouvernance, la croissance durable et inclusive, et les résultats sur le terrain. [>>>](#)
- **Programme thématique de sécurité alimentaire à Madagascar** : La Délégation de l'UE à Madagascar a lancé un appel à propositions en octobre dernier, sous la composante LRRD du FSTP 2011-2013. Cet appel à propositions cherche à appuyer les actions visant à i) améliorer la disponibilité alimentaire à travers l'augmentation des rendements agricoles, la promotion de la diversification des cultures vivrières et l'appui à la commercialisation/stockages et à l'accès aux marchés des produits alimentaires et ii) prévenir et combattre la malnutrition chez les groupes vulnérables dans les zones touchées par l'insécurité alimentaire chronique. [>>>](#)
- **Formation de la CE "Agir en situations de transition"** : Une synthèse des principaux points issus de la formation en ligne. [>>>](#)

## Actualités du réseau

### Nouvelles ressources en ligne

#### ➤ Nutrition

***Echapper au cycle de la faim : Les chemins de la résilience au Sahel, Groupe de travail du Sahel - Septembre 2011***

Cette étude tente de déterminer comment l'aide pourrait mieux contribuer à réduire la vulnérabilité au Sahel. Il s'agit d'un guide pour aider les décideurs à renforcer la prévention, les réponses précoces et les moyens d'existence dans la région. Il fournit une analyse des changements intervenus depuis 2005 dans les politiques et programmes. Il apprécie dans quelle mesure les enseignements tirés de la crise alimentaire de 2005 ont été mis en place, ou appliqués, pendant la crise de 2010. [>>>](#)

***Mettre un terme à la malnutrition, ACF UK – Mars 2011***

La publication annuelle d'Action contre la faim propose un panorama des actions de lutte contre la malnutrition infantile et maternelle, en 2010 et en 2011. Ce rapport cible le grand public. Il explique et illustre la complexité du problème de la malnutrition, des politiques publiques et de nombreux enjeux autour de la lutte contre la malnutrition. Cette brochure met en lumière le rôle que des individus et des organisations comme ACF et peuvent continuer à jouer dans ce contexte, et souligne des solutions éprouvées pour mettre un terme à la malnutrition infantile. **Publication en anglais.** [>>>](#)

## ➤ **Autres thématiques**

***Nourrir le G20. Opérer un véritable changement dans la lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition, ACF International, CARE International, Helen Keller International, Oxfam, World Vision - 2011***

Ce document propose une série de recommandations qui affirment le positionnement des organisations non gouvernementales et des organisations de la société civile dans les domaines de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et s'adresse aux décideurs politiques et au grand public. Ces sept recommandations seront transmises aux dirigeants du G20 pour les réunions de préparation au G20 et le sommet du G20 en Novembre 2011. Les organisations qui le souhaitent peuvent apposer leur signature sur le site Internet ([www.feeding20.org](http://www.feeding20.org)) afin d'harmoniser leurs demandes sur les questions de développement, et notamment celles qui concernent la sécurité alimentaire et la nutrition. Selon cette alliance d'organisations, le G20 doit reconnaître que la solution pour une agriculture durable n'est pas seulement l'augmentation de la production, mais plutôt l'amélioration des moyens de subsistance et de la résilience des petits producteurs, en particulier des femmes. >>>>

***L'économie de la dégradation des terres. Le coût de l'action et le coût de l'inaction, IFPRI - 2011***

En octobre 2011, la 10<sup>e</sup> Conférence des Parties à la Convention des Nations unies pour combattre la désertification et la dégradation des terres s'est tenue en Corée. La dégradation des terres menace la sécurité alimentaire sur le long terme. Cette note est une présentation d'une publication intitulée : "L'économie de la dégradation des terres : Vers une évaluation intégrée". Ces dernières années, les prix des terres agricoles ont augmenté rapidement. Cette

réévaluation de la valeur du foncier a été accompagnée par des prix alimentaires en augmentation et une rareté perçue des terres. Même dans ce contexte d'augmentation de la valeur des terres, la dégradation des terres se poursuit et les investissements qui permettraient de la contenir manquent à l'appel. Par ailleurs, la prise de conscience des risques environnementaux ne s'est pas traduite en des actions intégrées pour faire face au problème de la dégradation des terres. Cette inaction est d'abord le fait, d'après les auteurs, de connaissances limitées sur les coûts de la dégradation des terres et d'un manque de soutien institutionnel. Cette note appelle donc à des actions politiques et de recherche afin de résoudre le paradoxe actuel entre valeur élevée de la ressource foncière et niveaux d'investissement faibles. Le livre explique aussi qu'il est plus efficace et moins coûteux de prévenir la dégradation des terres plutôt que de traiter les terres fortement dégradées. Enfin, les auteurs proposent que l'usage durable des terres devienne un thème clé à la Conférence de Rio+20 et lors des autres forums internationaux en 2012. >>>>

## ➤ **Liens externes**

***ADG News n°27, L'agriculture familiale refroidit la planète***

ADG News est le journal d'information d'Aide au Développement Gembloux. Ce numéro est consacré en grande partie aux atouts de l'agriculture paysanne pour renverser l'évolution du climat et garantir la souveraineté alimentaire. Les notions de justice climatique, de souveraineté alimentaire, d'agriculture familiale sont illustrées par les projets d'ADG. Un regard est porté également sur la problématique du genre en agriculture et la relation privilégiée qui lie les femmes et l'environnement. <http://www.ong-adg.be/spip/IMG/pdf/ADG-News-27-v7.pdf>

***Ce bulletin a été rédigé par l'équipe du Gret chargée de l'animation du ROSA.***

***Le réseau est une initiative de l'Office de Coopération EuropeAid.***

***Les points de vue exposés ne représentent en aucun cas le point de vue officiel de la Commission Européenne.***